

## **Annexe 9 au CCAP**

### **Dispositions contractuelles relatives aux informations et supports sensibles et/ou aux informations et supports portant la mention « Diffusion Restreinte »**

#### **DIDPPT24024**

Polynésie Française – Ile de TAHITI – Groupement Aéronautique Militaire - Réalisation des infrastructures nécessaires à l'accueil des ALBATROS

#### **Lot 7 : Démolition**

**Article A.** Dispositions applicables aux documents et support sensibles ou portant la mention « Diffusion Restreinte » :

- ensemble des informations, des plans et des documents remis sur clefs USB contre annexe Z au RC du Projet n° DIDPPT 24024\_lot 7 démolitions,
- autres informations, plans et documents remis en cours de consultation ou d'exécution

#### **Article B.**

1. Les informations objet des documents et supports désignés, sont la propriété du ministère des armées, sauf mention expresse particulière.

#### **Article C.**

2. Le titulaire s'engage :

- à ne communiquer ces documents et supports qu'aux personnes ayant besoin d'en connaître pour l'exécution du marché ;
- à ne pas rendre publics ces documents et supports, sauf autorisation expresse et écrite de la personne publique ;
- à faire preuve de rigueur dans la gestion des informations et supports sensibles à traiter, notamment dans les mêmes conditions et au même titre que des informations portant la mention *Diffusion Restreinte* telles que rappelées dans l'annexe 9 du CCAP ;
- à informer les personnes ayant accès, dans le cadre de l'exécution du présent marché, aux informations contenues dans les documents et supports désignés à l'article A, qu'elles devront se conformer strictement aux règles de protection définies dans l'annexe 9 du CCAP ;
- à retranscrire les obligations de la présente annexe 9 du CCAP à tous ses sous-contractants qui ont besoin de connaître ces documents et supports pour l'exécution du présent marché ;
- à obtenir des éventuels opérateurs économiques auxquels il envisage de recourir, dans le cadre d'une sous-traitance ou d'une sous-contractante pour l'étude et l'exécution des travaux, un engagement identique au présent engagement.

#### **Article D.**

3. Le titulaire reconnaît avoir pris connaissance des textes suivants :

- les dispositions des articles 410-3 et suivants du code pénal relatives à l'espionnage et à la trahison et aux atteintes au secret de la défense nationale ;
- l'instruction générale interministérielle n°1300 sur la protection du secret de la défense nationale annexée à l'arrêté du 30 novembre 2011 portant approbation de ladite instruction ;
- l'instruction interministérielle relative à la protection des systèmes d'informations sensibles n°901/SGDSN/ANSSI (NOR : PRMD1503279J).

## **Article E.**

4. Le titulaire ne peut prétendre, au regard de l'application de ces mesures particulières de sécurité, ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix, à moins que les informations ne lui aient été communiquées que postérieurement au dépôt de son offre et s'il peut établir que les obligations qui lui sont ainsi imposées nécessitent un délai supplémentaire pour l'exécution des obligations prévues par le marché ou rendent plus difficile ou plus onéreuse pour lui l'exécution du marché.
5. Le titulaire ne peut en aucun cas se considérer dégagé des obligations décrites dans l'annexe 9 du CCAP même après achèvement ou résiliation du marché, pour quelque motif que ce soit, sauf accord express et écrit de l'acheteur public.

## **Article F.**

6. Le candidat s'engage :

- à ce que les documents et supports fournis (article A) et leurs éventuelles copies réalisées conformément au paragraphe 7 et 8, ne soient détenus que par des personnels qui ont été préalablement nommément désignés. La liste et l'identité des personnes concernées sont tenues à jour de manière permanente par le candidat et communiquées par ce dernier au représentant de la maîtrise d'ouvrage sur simple demande ;
- à ce que les documents et supports fournis (article A), leurs éventuelles copies réalisées conformément aux paragraphes 7 et 8, soient conservés dans des meubles fermant à clés jusqu'à leur destruction dans les conditions du paragraphe 12.

## **Article G.**

7. La reproduction, y compris l'impression papier et la copie à partir de support informatique, des documents et supports figurant à l'article A, doit être limitée au strict nécessaire.

8. Toute reproduction, partielle ou totale, de ces documents et supports, doit être numérotée et son détenteur identifié. Le candidat s'engage à élaborer un document qui identifie en temps réel les reproductions réalisées et leurs détenteurs par leurs noms, prénoms, dates et lieux de naissance.

Ce document sera transmis à l'acheteur et à son représentant dès la fin de la période de préparation (PP) et pour la première année tous les trois mois/fin de mois à compter de la date de début d'exécution des travaux. Ensuite, l'échéance de remise du document sera semestrielle à compter de la deuxième année et les années suivantes. A défaut de l'avoir produit à la date d'échéance, le titulaire encourt une pénalité égale à 1/3000 du montant hors taxes du marché ou de la tranche concernée, éventuellement modifié par avenant. Cette pénalité s'applique pour chaque jour de retard.

9. Le candidat s'engage à transmettre des documents et supports et leurs éventuelles copies réalisées, uniquement :

- à l'intérieur de ses locaux sur clef ou sous enveloppe, par personne désignée ;
- vers l'extérieur :
  - sur clef ou papier, par porteur, \*sous double enveloppe : l'enveloppe intérieure portant la mention « Données sensibles » et les références du document, l'enveloppe extérieure ne comportant que les indications nécessaires à la transmission ;
  - et sinon par voie postale \*sous double enveloppe tel que défini ci dessus, par un moyen garantissant la bonne réception du document (envoi lettre recommandé avec accusé réception).

NB : dans le cas de remise d'un document ou support qui porterait la mention « Spécial France », seule la personne dirigeante ou son représentant de droit français pourrait recevoir et traiter cette information. Aucune copie ne pourra être réalisée. En aucune circonstance, ce document ne doit être communiqué, en tout ou partie, à un Etat étranger ou à l'un de ses ressortissants, à une organisation internationale ni à une entreprise de droit étranger.

## **Article H.**

### **10. La version informatique des dits documents fournis (article A) considérés comme « données sensibles » ou pour tout document « portant la mention « Diffusion Restreinte » ne peut être diffusée ou acheminée librement via internet.**

Cette interdiction est également valable pour les transmissions en voie électronique vers la personne publique MINARM et donc la DID Papeete, les FAPf :

- sauf en application du point 11 c'est-à-dire la transmission, en ayant recours à un logiciel de type ACID cryptofiler ou type Z.
- sauf accord écrit donné par le maître d'ouvrage DID PPT ou son représentant faisant suite à une demande de l'opérateur économique pour des documents non protégés DR et précisément identifiés.

Tout document qui porterait la mention « Spécial France » ne doit être absolument pas acheminé, par voie électronique.

### **11. Pour le traitement, le stockage ou la transmission électronique des informations ou supports portant la mention « Diffusion Restreinte », le candidat s'engage à utiliser uniquement des systèmes d'information qui ont fait l'objet d'une homologation de sécurité (par exemple, pour la transmission, en ayant recours à un logiciel de type ACID cryptofiler ou type ZED) conformément à l'instruction interministérielle relative à la protection des systèmes d'informations sensibles n°901/SGDSN/ANSSI (NOR : PRMD1503279J).**

En l'absence de tel moyen, à ne traiter et à stocker que sur des ordinateurs isolés (hors réseau). A ne pas diffuser de manière électronique (utiliser uniquement des supports amovibles pour la transmission interne et externe) ou transmettre par voie papier.

## **Article I.**

### **12. En cas d'arrêt du marché ou de fin d'exécution du marché, le titulaire s'engage à :**

- transmettre à l'acheteur et à la conduite d'opération dans un délai de sept (7) jours à compter de la notification par OS de la décision de la mise en place des opérations de réception (OPR) avant réception, d'ajournement, de réfaction ou de rejet le document définitif visé à l'article 8 identifiant les originaux, les copies réalisées et leurs détenteurs, signé par le chef d'entreprise ou un de ses représentants. A défaut de l'avoir produit à la date échéance, le titulaire encourt une pénalité égale à 1/3000 du montant hors taxes du marché ou de la tranche concernée, éventuellement modifié par avenant. Cette pénalité s'applique pour chaque jour de retard ;
- détruire tous les documents et supports figurant sur le document définitif visé à l'article 8 identifiant les originaux, les copies réalisées et leurs détenteurs, signé par le chef d'entreprise ou un de ses représentants (y compris, le cas échéant, à exiger la destruction de celles réalisés par les opérateurs économiques avec lesquels il a le cas échéant cotraités, sous- traités) ;
- effacer toutes les versions informatiques de ces documents et supports en ayant recours notamment pour les documents portant la mention DR à des produits de sécurité homologués par l'agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI) du type logiciel ACID cryptofiler.